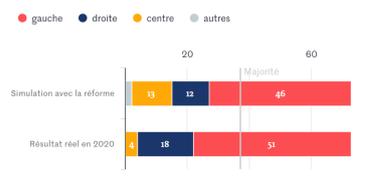


<http://pierre-alainmillet.fr/Reforme-PLM-Un-jeu-de-dupes-dans-l-impasse-democratique>



Réforme PLM : Un jeu de dupes dans l'impasse démocratique !

- Vie politique -



Date de mise en ligne : mardi 15 juillet 2025

Copyright © Blog Vénissian de Pierre-Alain Millet - Tous droits réservés

Le 10 juillet, dans un chaos parlementaire habituel depuis la dissolution, la réforme de la loi PLM a été adoptée, malgré l'opposition farouche du Sénat, grâce à une alliance improbable entre la macronie, le RN et LFI. Cette réforme, loin de résoudre les problèmes, ne fera qu'approfondir la crise démocratique qui secoue la France. Pourtant, le débat est noyé dans un mélange toxique d'électorisme et de populisme.

Chacun y va de ses calculs : la droite espère en tirer profit à Paris, certains socialistes à Marseille, tandis que LFI mise sur un coup médiatique du démagisme. Ces spéculations électorales, aussi imprévisibles que destructrices, sont bien loin des préoccupations réelles des Français. Cette réforme abaisse la prime majoritaire à 25%, là où elle est de 50% dans le reste des communes françaises. Ironie du sort, des défenseurs du scrutin majoritaire et des partisans de la proportionnelle se retrouvent unis pour dénoncer cette réduction de l'effet majoritaire.

La séparation des élections municipales et d'arrondissement sur des listes distinctes fait hurler ceux-là mêmes qui l'avaient inventée pour la métropole de Lyon ! Rappelons que la loi PLM, conçue en 1982 par un maître marseillais du tripatouillage électoral, permettait déjà une alliance contre nature entre la gauche et la droite, au détriment du monde du travail, ce que nous avons connu à Lyon avec le régime Collomb. Les communistes ne peuvent la défendre, mais ils dénoncent cette nouvelle réforme qui aggrave le déficit démocratique et éloigne encore plus les milieux populaires de la gestion des grandes villes. À Marseille, ville emblématique de cette fracture démocratique, l'extrême-droite profite de cette situation catastrophique.

Parler de légitimité politique par l'élection « directe » du maire, c'est méconnaître la crise démocratique et l'impasse du présidentielisme qui étouffe la vie publique. Cette réforme est l'antithèse de toute révolution citoyenne, de toute démocratie participative, de tout pouvoir réel pour les habitants.

Comme toujours, ce sont les milieux populaires et le monde du travail, déjà exclus des cercles médiatiques et des élites économiques, administratives et culturelles, qui paient le prix fort d'un système démocratique à bout de souffle. Nous n'avons rien à attendre d'un système électoral qui ne donne aucun pouvoir réel aux citoyens, et encore moins aux élus de base.

Le centralisme croissant, aggravé par chaque réforme des collectivités locales, transforme les élections en une course médiatique pour la délégation de pouvoir. Pourtant, l'enjeu véritable est de redonner du pouvoir aux acteurs de terrain ! Il est temps de repenser notre démocratie, pour une véritable république sociale, de la construire depuis la base, depuis les communes, les arrondissements et les quartiers.

Pierre-Alain Millet

président du groupe communiste du conseil de la métropole du Grand Lyon